

## Communiqués de presse

Initiative des villes: politique sociale: Crise économique: économiser n'est pas la bonne recette

### **Crise économique et politique sociale: anticiper au lieu d'attendre – investir au lieu d'économiser**

**St-Gall, 15 mai 2009. Conséquences prévisibles de la crise: le nombre des chômeurs augmente aujourd'hui, celui des cas à l'aide sociale demain. Cette analyse est largement partagée au sein de l'Assemblée de l'Initiative des villes: politique sociale. Mais que faire? Mots d'ordre des intervenants: investir dans la formation; réformer complètement le système de la sécurité sociale; assurer la participation des villes au mode de répartition des coûts.**

La Confédération, les cantons et les communes annoncent une baisse des recettes de 9 milliards de francs pour l'année en cours, le nombre de chômeurs va passer à 200'000 et le nombre des bénéficiaires de l'aide sociale à un chiffre bien plus élevé encore: mais alors que faut-il faire dans l'immédiat? Le directeur de la Chambre du commerce et de l'industrie de St-Gall-Appenzell, Kurt Weigelt, orateur invité, critique la politique sociale actuelle en tant qu'elle n'améliorerait pas les chances des plus faibles socialement. Les personnes peu qualifiées et les jeunes adultes, notamment, se voient exclus du marché du travail en raison de systèmes faussement incitatifs, de réglementations étatiques ou de salaires minimaux.

#### **Réformes fondamentales urgentes**

Pour faciliter l'intégration des personnes sans emploi, Weigelt revendique la constitution d'un portail unique pour l'AI, l'assurance-chômage et l'aide sociale. Il propose par ailleurs de réformer le système de fond en comble et plaide pour un modèle à 3 piliers, analogue à l'AVS, avec une rente de base pour le minimum vital physique, un revenu complémentaire qui n'affecte par le droit à la rente de base et davantage de responsabilité individuelle (épargne, famille). Dans des phases de récession, le droit d'acquérir un revenu complémentaire serait adapté aux réalités du marché du travail.

#### **"La politique sociale du 21<sup>e</sup> est une politique de la formation"**

Jürg Krummenacher, président de la Commission fédérale de coordination pour les questions familiales (COFF), estime que la situation va surtout s'aggraver et devenir dramatique pour les personnes peu ou mal formées. Son credo, qui vise un objectif à long terme: investir dans une politique sociale préventive. Ce qui signifie dans la formation, et notamment l'apprentissage tout au long de la vie. Il s'agit ainsi d'améliorer la compétitivité sur le marché de l'emploi. Et la formation ayant le plus d'impact au cours des premières années de vie, le président de la COFF plaide pour renforcer l'éducation de la petite enfance. Mais il faut aussi mieux combattre le chômage des jeunes. "Dépenser dans la formation revient à investir dans le futur" lance Krummenacher.

#### **"La Confédération légifère, le canton ordonne, les villes paient"**

La "matrice économiste helvétique", c'est ainsi que Martin Waser, chef du Dicastère des affaires sociales de la ville de Zurich, nomme le mécanisme qui fait que toute réduction des prestations dans les assurances sociales alourdit de charges supplémentaires le filet de sécurité communal. Ainsi, les révisions AC et AI ont généralement comme conséquence une augmentation des cas à l'aide sociale. "La Confédération légifère, le canton ordonne, les communes paient", résume ainsi Waser en quelques mots le système actuel. Le nouveau financement des soins, par exemple, signifie pour la ville de Zurich des surcoûts qui se chiffrent en plusieurs dizaines de millions de francs. Il est donc impératif que les communes soient associées officiellement aux discussions qui portent sur une modification des systèmes de sécurité sociale. Concrètement, et à l'instar de Krummenacher, il propose d'introduire des prestations complémentaires pour familles et en cas de retraite anticipée et prône la création d'une loi-cadre fédérale sur l'aide sociale.

**Contact:** Marietherese Schwegler, chargée d'information, tél. 041 220 12 66